

**PROCÈS-VERBAL**  
Assemblée de fondation d'une Coalition  
Sherbrookoise pour la rémunération des stages  
*5 octobre 2018, 17h30 - Université de Sherbrooke*

Présences

Sarah Schmalenberg	AECS
Mélanie Pelletier	AECS
Anabel Gravel Chabot	AESFQ
Sylv Roy	AGEFLESH/AGEETS
Rachel Cameron	AGEFLESH/AGEETS
Ariane Auclair	AGEFLESH
Erika Faucher	AGEFLESH
Marc-Olivier Girard	AGEEP/FEUS
Pamela Bilodeau	Comité femmes de l'AGEFLESH
Emily Bernier	Comité MOB de l'AECS
Camille Giguère	Comité MOB de l'AECS
Lucie Bernier	REESPUS
Kevin Galipeault	REMDUS

*Animation et secrétariat*

Camille Marcoux	Animation
Etienne Simard	Secrétariat

## **Ordre du jour**

- 0.1 Animation et Secrétariat
- 0.2 Tour de table
- 1. Adoption de l'ordre du jour
- 2. Présentation de la coalition
  - 2.1 Retour sur la dernière rencontre
  - 2.2 Bilan de la lutte et état de la situation
- 3. Propositions
  - 3.1 Plan d'action
  - 3.2 Rencontres inter-régionales
  - 3.3 Communications
- 4. Prochaine rencontre

## **0. Animation et procédures**

### *0.1 Proposition*

Que l'animation soit assurée par Camille Marcoux et que le secrétariat soit assuré par Étienne Simard.

*Proposée par Mélanie de l'AECS. Appuyée par Rachel de l'AGEETS.*

*Adopté à l'unanimité.*

### *0.2 Proposition*

Que l'ordre du jour de la réunion soit :

- 0.1 Animation et Secrétariat
- 0.2 Tour de table
- 1. Adoption de l'ordre du jour
- 2. Présentation de la coalition
  - 2.1 Retour sur la dernière rencontre

## 2.2 Bilan de la lutte et état de la situation

### 3. Propositions

#### 3.1 Plan d'action

#### 3.2 Rencontres inter-régionales

#### 3.3 Communications

### 4. Prochaine rencontre

*Proposée par Mélanie de l'AECS. Appuyée par Rachel de l'AGEETS.*

*Adopté à l'unanimité.*

Mélanie de l'AECS indique qu'elle voudra discuter de l'organisation de la journée d'action du 21 novembre sous le point 3.1 Plan d'action.

### **1. Tour de table**

Les militant.es se présentent à tour de rôle. On y retrouve entre autres des étudiant.es au baccalauréat en travail social, doctorat en psychologie, baccalauréat en pratique sage-femme, technique de bioécologie, sciences humaines (profile international), technique informatique, technique de travail social, maîtrise en environnement, baccalauréat en éducation physique, baccalauréat multi, baccalauréat en littérature.

### **2. Présentation de la coalition**

Etienne au SECRÉTARIAT indique que Jean-Michel, anciennement du CUTE Sherbrooke, ne pouvait venir présenter la coalition régionale alors il le fera à sa place. La Coalition sherbrookoise pour la rémunération des stages vise à organiser la lutte pour la rémunération des stages dans la région tout en évitant le que qu'une gang de Montréal n'en prenne le contrôle. Elle a pour fonction de prendre en charge la

coordination des actions et des revendications dans la lutte pour la rémunération des stages entre les associations, comités, syndicats et groupes politiques et communautaires de l'Estrie. Tous les groupes et individus qui désirent s'impliquer dans la campagne sont les bienvenus.

### État de la situation (Etienne Simard)

Etienne du SECRETARIAT fait un retour sur l'état de la campagne. La campagne s'est initialement construite autour de revendications qui traitaient de la réforme sur la *Loi sur les normes du travail* en raison de l'exclusion des stagiaires et des normes obligatoires qu'elle permettrait. La première journée de grève pour la rémunération a été adoptée par l'AG de l'AECS en février 2016, jour de la manif en marge du Rendez-vous national sur la main-d'oeuvre. Ensuite, la journée internationale des stagiaires (10 novembre 2017) s'est organisée sur une base assez décentralisée, ce qui a permis une couverture médiatique plus régionale. Le 20 février 2018 s'est tenu la *Global interns strike* où une journée de grève a été adoptée à Montréal, Gatineau, Sherbrooke et Trois-Rivières, où il y a eu des blocages, rassemblements et manifestation dans la rue. Cette journée a forcé la ministre à changer de discours, à lancer un chantier sur la question des stages dans tous les programmes. À l'UQAM, la pression sur le CA a mené la direction de l'UQAM à amener la question au Bureau de la coopération interuniversitaire (BCI)<sup>1</sup>. Les universités en sont à éplucher leurs programmes de stages pour évaluer la question. Il rappelle que ce bureau ne concerne que les universités et donc qu'il est nécessaire de relancer la discussion entre les cégeps sur ce sujet, et à organiser des actions style occupation ou blocage pour faire pression sur les conseils

---

1

<http://montrealcampus.ca/dev/2018/09/29/des-avis-politiques-divergents-sur-la-remuneration-des-stages/>

d'établissement. Finalement, l'annonce de la réforme de la Loi sur les normes du travail n'a pas donné grand chose. Et malgré l'annonce de la compensation du stage 4 en enseignement, nous avons réussi à imposer la continuité de la campagne et de la revendication auprès des partis politiques. Tous les partis ont adopté une position similaire sur la question en termes de promesses électorales, ce qui a validé la position selon laquelle on poursuit l'organisation de la grève peu importe le résultat des élections. Nous en sommes à 13 associations qui ont adopté en ag le plan d'action pour l'année à venir, incluant la semaine de grève ou une journée de grève pour la semaine du 21 novembre, un ultimatum et une menace de GGI pour l'hiver prochain si la rémunération n'est pas mise en place d'ici janvier. On retrouve également des coalitions régionales à Gatineau et à Montréal. Une autre coalition régionale sera créée à Québec la semaine prochaine.

#### *Critique de la compensation de l'internat en psychologie (Lucie Bernier)*

Lucie du REESPUS fait un retour sur la mobilisation au doctorat en psychologie à l'automne 2016. Les doctorantes ont demandé une plus grande reconnaissance de leur travail lors de l'internat par le ministère de la santé, puisqu'elles effectuaient 80% de la charge d'un psychologue dans le réseau de la santé. Leur négociation s'est finalement faite avec le ministère de l'éducation et non de la santé. Elles ont obtenu une compensation sous forme de bourse de l'AFE au bout de trois mois de grève/boycott de l'internat et des stages. Des conditions se rattachent à l'octroi de la bourse. Il faut donner 150 heures de plus dans le milieu public et parapublic, ou il faut s'engager pour 2 ans après diplomation. L'entente est pour 3 ans seulement. À Sherbrooke, il va manquer entre 14 et 20 bourses. Elles sont en discussion avec le département pour

décider comment diviser les bourses - division du total par étudiant.es ou encore un tirage au sort. Elles ont refusé et tentent d'obtenir un plus gros montants auprès du ministère. Elles ont envoyé des lettres à tou.tes les députés, mais seule Christine Labrie a répondu. Elles sont dorénavant en attente.

Mélanie de l'AECS demande pourquoi la compensation plutôt que la rémunération?

Lucie du REESPUS indique que le boycott a été déclenchée en septembre 2016. Elles voulaient le même montant que les résident.es en médecine. Quand l'obligation du doctorat s'est implantée, elles n'ont pas imposées le salaire. La bourse a été justifiée du fait que la négo se faisait avec le ministère de l'éducation et non avec le ministère de la santé. Elle ajoute que le salaire dérangeait le gouvernement entre autres à cause que cela conférait aux internes le droit de se syndiquer.<sup>2</sup> Elle indique que la bourse n'est pas imposée, mais elle coupe dans les prêts et bourses. Au moment où nous étions en négociation des conditions d'octroi de la bourse, elles subissaient de grandes pression et répression académique, se faisaient menacées de ne perdre la possibilité d'obtenir quelque chose.

Etienne du SECRÉTARIAT explique les modalités de la bourse en éducation. Le montant de la bourse est imposable<sup>3</sup>, et comme pour l'internat en psycho, elle découle aussi de l'AFE ce qui fait que ça retranche l'équivalent en aide financière. Il mentionne

---

<sup>2</sup> On avait écrit un petit article il y a deux ans avec une doctorante en psychologie de l'Université de Sherbrooke, qui explique le rapport Granger : <https://dissident.es/un-salaire-sans-les-droits/>.

Voici le rapport intégral :

<http://www.education.gouv.qc.ca/references/publications/resultats-de-la-recherche/detail/article/rapport-d-expertise-sur-la-remuneration-de-linternat-en-psychologie/>

<sup>3</sup> <http://www.afe.gouv.qc.ca/programme-de-valorisation-des-futures-enseignantes-et-futurs-enseignants/>

aussi les déceptions des personnes en psycho vis-à-vis de l'obligation de renégocier constamment la bourse et ses modalités. Il enverra la page web de l'AFE sur laquelle sont indiquées les modalités de versement pour répondre à une question du REMDUS et de la FEUS. Il expose la différence entre salaire (avec droits selon la loi) et compensation (bourse sans droit, peut être abolie ou modifier plus aisément par le gouvernement par décret ministériel, peut aussi être imposable).

Kevin Galipeault du REMDUS demande s'il existe un endroit dans le monde où les stagiaires reçoivent un salaire avec statut de salarié (droit du travail).

Camille de l'ANIMATION indique que les stages en génie (dont ceux à l'U de S) sont payés comme des emplois, obligatoires mais non crédités. Elle ajoute que L'Organisation internationale du travail (OIT-ONU) a publié un rapport sur l'encadrement légal des stagiaires dans le monde. On y apprend entre autres que les stagiaires sont inclus.es dans le droit du travail dans la plupart des pays.<sup>4</sup>

Mélanie de l'AECS mentionne que lors de la dernière rencontre de la Coalition sherbrookoise, il y avait aussi eu position pour annuler la contribution parentale dans le calcul de l'AFE. Elle trouve que c'est une bonne idée de mettre cette revendication de l'avant afin d'élargir le mouvement.

---

<sup>4</sup> Article résumé en français : <https://oce.ugam.ca/article/oit-reglementation-stages/>. Rapport complet en anglais : [http://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Publications/working-papers/WCMS\\_629777/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Publications/working-papers/WCMS_629777/lang--en/index.htm)

Camille de l'ANIMATION présente le matériel de mobilisation disponible. Pour des appuis syndicaux (Nous sommes collègues), sur la question des violences sexuelles, sur comment se passe une grève des stagiaires, pour s'adresser aux personnes syndiquées dans les milieux de stages (À nos collègues), une affiche à grand déploiement.

Mélanie de l'AECS présente son documents sur la réalité des stagiaires en Estrie. Elle enverra son document sur la liste de distribution. Etienne s'engage à envoyer deux documents sur la liste : le site de l'AFE où il est indiqué que la bourse pour le stage 4 en enseignement est imposés.

Sarah de l'AECS demande si nous faisons tous et toutes la grève, est-ce que les milieux de stages vont commencer à refuser les stagiaires? Mélanie de l'AECS ajoute la préoccupation en TTS à l'effet que plusieurs milieux de stages n'ont pas les moyens de payer.

Etienne du SECRÉTARIAT mentionne la possibilité que la formation pratique soient calquée selon le système d'apprentissage (comme dans le secteur de la construction) ou encore avec un période de probation comme c'était le cas dans le domaine de l'enseignement.

Mélanie de l'AECS demande si le salaire aux stages va couper dans l'aide financière.



Camille à l'ANIMATION répond qu'un salaire pour les heures complétées sera nécessairement plus avantageux que si elles ne sont pas payées (statu quo).

Sylv de l'AGEFLESH ajoute qu'il y a un aspect de fierté dans la reconnaissance par un salaire. Elle demande si le nombre d'heures de stages est un pouvoir de l'université ou un pouvoir du MELS.

Etienne du SECRETARIAT répond que c'est un pouvoir des universités puisqu'il existe des différences entre les programmes de TS selon les universités. Ce sont surtout les ordres qui imposent le nombre d'heures de stage.

Lucie du REESPUS défend la question du droit d'être placé dans un stage. On peut porter plainte à l'ombudsman si un département ne donne pas le service de placement en stage.

### **3. Propositions**

#### *3.1 Proposition*

1. Que les militant.es de la Coalition amènent cette proposition dans leurs assemblées générales :
  - Que [VOTRE ASSOCIATION ÉTUDIANTE] et son comité de mobilisation informe et mobilise ses membres en faveur de la lutte pour la rémunération de tous les stages à tous les niveaux ;
  - Que [VOTRE ASSOCIATION] et son comité de mobilisation se positionnent en faveur de la mise en place d'un plan d'action similaire à ceux adoptés par les autres cégeps et facultés universitaires du Québec ;
  - Que [VOTRE ASSOCIATION] organise une assemblée Extraordinaire de grève à l'automne 2018, pour voter une semaine de grève la semaine du 19 novembre ;
  - Qu'advenant le défaut du gouvernement d'implanter la rémunération de tous les stages à tous les niveaux, que [VOTRE ASSOCIATION] organise une assemblée Extraordinaire

de grève générale illimitée à l'hiver 2019 dès que le plancher suivant est atteint : 20 000 étudiant.es avec un mandat de GGI réparti.es dans 3 régions administratives.

*Proposée par Mélanie de l'AECS. Appuyée par Sarah de l'AECS.*

*Adoptée à majorité.*

Sarah de l'AECS demande à préciser que cette proposition s'adresse à l'ensemble des membres des associations et pas seulement aux exécutifs.

Lucie du REESPUS demande s'il est nécessaire d'adopter le plan en bloc ou s'il est peut être fragmenté. Considérant que les internes ne peuvent pas faire grève à n'importe quel moment puisqu'elles doivent répondre aux contraintes des services essentiels.

Etienne du SECRETARIAT explique que l'adoption du plan d'action se fait toujours en tenant compte des réalités spécifiques et aux problématiques par campus ou programmes. Et que l'adoption du plan d'action à la coalition est un engagement moral à présenter ce plan dans les AG de nos associations. Il fait un retour sur les échanges qui se sont tenues entre les étudiantes sages-femmes concernant la reprise des journées de stage manqués en raison de la grève, et comment cette question s'articulera dans les différents milieux.

Mélanie de l'AECS aimerait qu'il y ait entente entre l'université et le cégep afin de se coordonner pour la semaine du 21 novembre. Elle a préparé une ébauche d'une proposition. Elle pensait aussi à la journée du 10 novembre pour ne pas qu'elle soit seule à mobiliser pour cette journée. Thématique: Sherbrooke fait du bruit. Cégep et uni se rendent au Parc Jacques Cartier. Il reste à déterminer ce qui pourrait être fait une fois rendu au parc.

Camille à l'ANIMATION invite à un tour de table sur ce qu'en pensent les gens quant à l'adoption du plan d'action.

Marc-Olivier de la FEUS indique que celle-ci ne peut être en grève que si la totalité des associations membres le sont. En tant que membre de l'AGEEP cependant il indique qu'il peut amener le plan d'action en AG. Il a peur que le gain du stage 4 coupe la mobilisation. Ce sera difficile à faire adopter dans les asso en éducation à l'UdeS, en raison de l'essoufflement provoqué par la compensation. Ce sera amené en AG.

Kevin du REMDUS indique que les 26 associations membres doivent être en grève pour que le REMSUS le soit. C'est presque impossible.

Sarah de l'AECS indique que les 6 heures de levées de cours sont déjà épuisées à l'AECS. Il faudra négocier avec l'administration pour tenir la prochaine AG de grève.

Sylv de l'AGESFLESH/AGEETS se questionne sur la faisabilité d'une assemblée pour la GGI puisqu'il y a plusieurs facultés dans l'AGEFLESH. Sinon, dans sa globalité, c'est quelque chose qui est assez possible à faire adopter en AG. Au niveau de l'AGEETS, le nombre d'heures de stages est normé. Si des heures sont perdues à l'automne, elles doivent être reprise à l'automne.

Lucie du REESPUS indique que ce sont probablement les discussions au niveau de l'internat qui vont prendre la place, et il n'a jamais vraiment été question de se faire payer les stages.

Sylv de l'AGESFLESH/AGEETS trouvait que l'endroit du Parc Jacques Cartier n'a pas vraiment de symbolique. Au niveau des effectifs, il semble y avoir un comité mob assez cool, il semble donc que ce soit assez faisable. Peut-être se rassembler devant l'hôtel de ville.

Sarah de l'AECS précise donc que cette journée se déroulerait dans la session d'automne. Il serait donc nécessaire de tenir une assemblée générale de grève.

Mélanie de l'AECS propose de convoquer une rencontre de comité inter asso pour prendre en charge l'organisation de cette journée.

Sylv de l'AGEFLESH propose d'attendre qu'elle puisse en discuter avec son CE avant de s'engager à quelque chose, à faire quelque chose de concret.

Camille de l'ANIMATION suggère de ramener des plans d'action dans vos AG et de convoquer une rencontre de la coalition la première semaine de novembre.

Etienne du SECRÉTARIAT répond à certaines questions, notamment sur la démobilisation en enseignement et sur la reprise des heures de stages selon l'ordre. Il indique que le fait que la compensation soit imposable de même que les insatisfaction en psychologie peut relancer la mobilisation. Il avance qu'il faut tenir l'AG de grève en faisant abstraction des contraintes imposées par la direction, notamment en demandant un appui du corps enseignant, comme cela a été fait au Cégep du Vieux-Montréal.

Mélanie de l'AECS lance l'idée d'une nouvelle façon de faire la grève, de se rendre aux cours sans participer aux évaluations. En pensant que les profs sont évalués en fonction du nombre de personnes qui passent ou non.

Sylv de l'AGEFLESH n'est pas certaine de la faisabilité de la chose.

### 3.2 Proposition

- Qu'avant la tenue des rencontres des Coalitions régionales, une invitation large soit lancée sur les listes courriels de l'ensemble des Coalitions régionales;
  - Qu'après chaque rencontre des Coalitions régionales soient partagés les procès verbaux de ces rencontres aux autres coalitions régionales;
  - Que, par l'entremise de Skype, se tiennent des rencontres entre les Coalitions régionales et autres individus ou groupes qui s'organisent hors des Coalitions régionales pour la rémunération de tous les stages;
  - Que ces rencontres soient organisées sur une base fréquente et régulière, soit environ aux trois semaines;
  - Que cet espace soit utilisé à des fins d'échange d'information et du matériel produit par les coalitions régionales ou ailleurs;
  - Que cet espace ne soit pas utilisé à des fins décisionnelles;
  - Qu'à chaque fin de rencontre des coalitions régionales soient déterminées les personnes mandatées pour assister aux rencontres skype;
  - Que la composition de cette délégation varie à chaque rencontre inter-régionale;
  - Que la délégation de chaque coalition régionale soit d'un minimum de deux personnes et comprennent au maximum un homme cis;
- Que, lors de chaque rencontre inter-régionale, soit tenu un procès-verbal et qu'il soit partagé sur les listes courriels de toutes les Coalitions régionales.
- Que cette proposition préliminaire soit acheminée aux autres Coalitions régionales et militant.es hors-coalitions afin d'entamer une discussion sur cette façon de fonctionner et leur donner l'opportunité de la critiquer, de la bonifier ou de la rejeter;
  - Que cette proposition soit caduque dans l'éventualité où les autres coalitions régionales ou militant.es hors-Coalitions ne sont pas d'accord avec ce mode de coordination et d'organisation;
  - Que la Coalition sherbrookoise mandate une délégation provisoire dans l'éventualité où la proposition est adoptée telle quelle par les autres Coalitions régionales et militant.es hors-Coalitions et qu'une rencontre inter-régionale pourrait se tenir avant la prochaine rencontre de la Coalition sherbrookoise.

*Adopté à l'unanimité.*

Camille de l'ANIMATION explique la proposition. Elle a été formulée pour assurer la circulation d'information entre les coalitions, mais ne serait pas décisionnelle. Elle permet de garder une pleine autonomie. Elle indique également que l'information sera disponible sur le site [grevedesstages.info](http://grevedesstages.info) (pv des coalitions, liste des personnes qui ont adopté le mandats).

Sylv se dit mal à l'aise de demander que les gens identifient leur genre. Est-ce qu'il n'y a pas l'enjeu de devoir «outer» les gens qui ne sont pas?

Sarah de l'AECS demande s'il est question de faire de la disphorie?

Camille de l'ANIMATION est plutôt d'avis que la mention juste «homme» pourrait aussi mettre les personnes mal à l'aise. Elle explique que les personnes transmasculines qui ne désirent pas être identifiées comme telles seront tout simplement dans la même catégorie que les hommes cis.

Sylv de l'AGEFLESH se rallie.

Camille de l'ANIMATION indique qu'un comité mob a été mis sur pieds à la Coalition montréalaise pour donner du renfort dans les différentes régions. Ce comité pourra venir aider à la mobilisation. Elle indique également qu'une lettre ouverte a été écrite en réaction à l'élection de la CAQ, à faire signer dans les réseaux avant midi demain (samedi). Elle sera envoyée pour publication dans les journaux.

#### **4. Prochaine rencontre**

Qu'une prochaine rencontre de la Coalition sherbrookoise pour la rémunération des stages se tienne la semaine du 5 au 9 novembre, à partir de 17h30.

*Adoptée à l'unanimité*

Camille enverra le doodle cette semaine pour que la réunion soit fixée assez tôt.

*Clôture proposée à 20h07.*